La culture dans la société

Quelques préalables

Dépouillées des données et des précisions qui trouveront place ailleurs, les notes qui suivent ne présentent qu'un schéma volontairement squelettique. Elles ont seulement pour objet d'élucider quelques préalables et d'expliciter quelques choix — les uns et les autres relatifs à la situation française.

Cette prise de position rattache les résultats d'analyses techniques à des options sociales et politiques. En effet, on ne peut supposer qu'il existe quelque part un poste d'observation d'où l'on pourrait embrasser le présent et l'avenir d'une société. Par rapport aux vues globales ou prospectives, la constatation de ce qui s'est passé, ou de ce qui se passe en fait, *entraîne partout une double crise, celle des programmations et celle des instruments théoriques.*

L'évanouissement de principes universels est un aspect de la situation présente. Et puisque nos modèles théoriques ne nous permettent guère de penser le pluriel de systèmes imbriqués où sédimentés, nous avons d'abord à reconnaître à tâtons comment des rationalités restées nécessaires peuvent ressortir de situations particulières et s'inscrire dans l'action.

L'importance croissante des problèmes culturels s'encadre dans un large contexte : la logique d'une société productiviste qui a répondu aux besoins élémentaires de la population payante et qui, pour s'étendre, doit analyser, développer et satisfaire des besoins « culturels » chez sa clientèle (ainsi la psychanalyse est source de profit pour le publiciste ; la psychologie est rentable dans

l'organisation de l'entreprise ; l'industriel ajoute ou substitue à son usine la fabrication de dictionnaires, de disques ou de gadgets, etc.) ; l'inaptitude des actions ou des planifications économiques à répondre vraiment aux nuisances qui, passé un seuil, sont engendrées par le progrès lui-même (la pollution, la drogue, la détérioration de l'environnement, etc., et les grands malaises collectifs dont ces phénomènes représentent des symptômes, caractéristiques de l'homme vivant « au bord de la saturation [1] ») ; l'absence de critères fondamentaux susceptibles d'éclairer les prévisions ou les réorientations devenues nécessaires dans un système proportionné de plus en plus à « des hommes qui veulent avoir quelque chose » et de moins en moins à ceux « qui veulent être quelqu'un [2] »...

1. Ota Klein, « Révolution scientifique et technique et style de vie », dans *L'Homme et la Société*, n° 9, 1968, p. 14.

2. Stefan Zolkiewski, « Le Plan de consommation et le modèle de culture », dans *Analyse et Prévision*, III, 1967, pp. 346-352, étude qui a l'intérêt de montrer, à propos de la situation polonaise, comment les problèmes culturels apparaissent dans un régime économique de type socialiste.

Plutôt qu'un ensemble de « valeurs » à défendre ou d'idées à promouvoir, la culture connote aujourd'hui un travail à entreprendre sur toute l'étendue de la vie sociale. A ce titre, une opération préalable s'impose, qui vise à déterminer, dans le flou riche de la culture :

— un fonctionnement social ;
— une topographie de questions ;
— un champ de possibilités stratégiques ;
— des implications politiques.

— Les interrogations, les organisations et les actions dites culturelles représentent à la fois des symptômes et des réponses par rapport à des changements structurels dans la société. L'interprétation de ces signes, dont l'espèce prolifère, renvoie d'abord à leur *fonctionnement social*.

— Dès lors qu'une opération est envisagée, il faut préciser les clivages en fonction desquels se développe le processus, et par là établir une formulation des problèmes. Le traitement de l'information est conditionné par cette *topographie de questions* ou « *topique* ».

— Une autre étape intervient, celle des choix. Des objectifs doivent être discernés en fonction de l'analyse des situations. Il faut que s'inscrivent sur la carte quelques lieux dont les critères soient définissables et où des interventions puissent effectivement corriger ou modifier le processus en cours. On a ainsi un *champ de possibilités stratégiques*.

— Les décisions que désigne une stratégie mettent en cause une organisation de pouvoirs. Préciser ce rapport, c'est faire retour au système social à travers une *analyse politique*.

UN FONCTIONNEMENT SOCIAL

A titre de première approximation, comment décrire les ingrédients qui produisent l'amalgame globalement qualifié aujourd'hui de « culturel » ? Quelques éléments ressortent des analyses en cours...

La valorisation du savoir

La rationalisation scientifique et technique des sociétés européennes diminue progressivement la valeur et la rentabilité du travail de production directe. Elle le remplace par l'automatisation et le marginalise. Elle déporte la masse du travail humain vers la préparation, l'organisation ou le contrôle de la production. Elle privilégie le savoir [3].

Peu à peu, une nouvelle catégorie de techniciens, adjointe à la machine automatisée, se substitue au nombre toujours croissant de travailleurs manuels que l'industrialisation a pendant plus d'un siècle mobilisés dans les usines pour se développer. Une « économie des ressources humaines » relaie donc cette mobilisation quantitative. Elle exige des « investissements dans les êtres humains » ; mais, quand ils sont rationalisés, ces investissements s'effectuent selon les principes d'une sélection qui favorise les « êtres humains » les mieux placés d'après l'âge (les jeunes), le lieu (les villes nouvelles) et le statut social (la « nouvelle petite bourgeoisie »).

Une restructuration de la vie privée par rapport à la vie professionnelle

Dans les pays européens, qui restent à beaucoup d'égards des sociétés traditionnelles, les adaptations aux exigences techniques du travail laissent intactes ou renversent brutalement, mais superficiellement, les structures profondes de la vie affective et des références personnelles [4]. Alors que, dans la profession, se développe une distanciation par rapport au travail — celle du jeu, du cynisme ou de l'ennui —, dans le privé, d'opaques résistances s'enracinent en des investissements inentamés. Cette tension se fait sentir davantage dans les nations dont l'espace est plus fermé, l'histoire, plus longue, la cohérence, plus forte.

D'avoir à organiser différemment l'espace social [5], à se resituer par rapport aux institutions de la vie privée (familiales, matrimoniales, domiciliaires, locales), à inventorier des formes d'épanouissement sur le mode du risque, à explorer d'autres styles de vie [6], c'est la source de débats, de recherches et de réactions qui composent aujourd'hui une expression culturelle.

3. Cf. surtout la remarquable synthèse présentée par Radovan Richta, *La Civilisation au carrefour*, Anthropos, 1969, pp. 1-87.

4. La nécessité de créer de nouveaux *styles de vie* n'est pas seulement liée à des retards de la vie privée sur la vie professionnelle, mais à une tension proprement occidentale : la vie quotidienne présente s'inscrit en faux contre une conviction collective devenue structurelle en Occident depuis quatre siècles, à savoir qu'il *doit y avoir une connexion entre le travail productif et le développement personnel*. Comme le notait Henri Lefebvre (*Critique de la vie quotidienne*, Ed. de Minuit, 1956, t. I, p. 38), cette idée est étrangère aux sociétés antiques ou médiévales (comme à la société japonaise, semble-t-il), où l'épanouissement personnel est délibérément situé dans un autre champ que celui du travail.

5. L'utilisation de *l'espace* est, depuis l'organisation de la page ou de l'image jusqu'à celle de la ville ou de la « Commune », l'un des grands axes de l'action culturelle. Cf. l'Essai très stimulant d'Edward T. Hall, *La Dimension cachée*, Seuil, 1971.

6. Finalement, ce sont des *formes de vie* qu'expérimentent et critiquent les recherches aujourd'hui les plus vivantes. Le livre d'Edgar Morin, *Journal de Californie* (Seuil, 1970), par exemple, séduit précisément parce qu'il place sous le même signe d'un style de vie à trouver la description des Communes USA et la démarche de l'auteur.

La société du spectacle

Parce que la capacité de produire est effectivement organisée selon des rationalités ou des pouvoirs économiques, les représentations collectives tendent à se folkloriser. Les instances idéologiques se métamorphosent en spectacles [7]. Des fêtes, le risque est exclu en même temps que la création (le tiercé du moins maintient le risque !). Les légendes pour spectateurs assis prolifèrent dans l'espace de loisirs qu'a rendu possible et nécessaire un travail densifié et « contraint ». Par contre, les possibilités d'action s'agglomèrent là où se concentrent moyens financiers et compétences techniques. A cet égard, l'accroissement du « culturel » est l'indexation du mouvement qui transforme le « peuple » en « public » [8].

Est-ce la fin des militances ? A la démystification des idéologies survivent pourtant des militants sans cause. Ils se retrouvent souvent dans les endroits où se construisent de nouveaux mythes : par exemple, dans les villes nouvelles, constituées en lieux d'exception, en signes de cohérence retrouvée, en paradis d'une vérité sociale. Deux types sociaux coopèrent ainsi à l'édification de ces repères symboliques où spectacle et production se conjuguent : les militants convertis en agents culturels et les planificateurs devenus des « ingénieurs culturels ».

7. Toute une littérature conduit les idéologies au cimetière. Cf. surtout Daniel Bell, *The End of Ideology. On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, Free Press, N.Y. 1962, et l'étude nuancée de J. Meynaud, *Destin des idéologies*, Lausanne 1961. Il faut noter qu'à la des-idéologisation des sociétés riches occidentales s'opposent la politisation et l'idéologisation du tiers-monde

8. Le livre de base sur la société du spectacle reste celui de R. Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1968.

Un neutre : le culturel

Dans le langage, « la culture » devient un neutre : « le culturel ». Symptôme d'une poche où refluent les problèmes qu'une société a en reste, sans savoir comment les traiter. Ils sont gardés là, isolés de leurs liens structuraux avec l'apparition de nouveaux pouvoirs et avec les déplacements qui se produisent dans les conflits sociaux ou dans les localisations économiques. On en vient à leur supposer une autonomie indifférenciée et molle.

Quand il ne s'enferme pas dans la statistique et la précision analytique des données, le discours culturel tombe dans les généralités et réemploie des résidus doctrinaux (politiques, philosophiques, religieux). Ce discours universel est le musée où l'on recase quelques concepts extraits de

systèmes qui avaient jadis leur rigueur (« humanisme », etc.). Curieusement, l'idéologie resurgit dans le culturel — une idéologie bricolée, un sac idéologique, mais qui annonce sans doute autre chose.

La politique dite culturelle [9] est elle-même souvent la victime de cette neutralité — malgré les études et les appareils dont elle dispose — quand elle découpe une « dimension » abstraite dans l'organisation de la société. C'est une « politique » étrange d'où les problèmes politiques sont effacés; elle fait « comme si » (par ailleurs on sait que ce n'est pas vrai) on pouvait esquiver le prix global à payer pour tout changement dans quelque secteur que ce soit.

9. Depuis le IV[e] Plan français (1962-1965), on a introduit « planification culturelle », terme plus exact que « politique culturelle », pour désigner la nature des recherches poursuivies par le Ministère des Affaires culturelles depuis sa création (1959). Cf. *Aspects de la « politique culturelle » française*, Unesco 1970, pp. 9-20. La meilleure analyse du thème est celle d'Edgar Morin, « De la culturanalyse à la politique culturelle », dans *Communications*, n° 14, 1969, pp. 5-38.

UNE TOPOGRAPHIE DE QUESTIONS

Parmi bien d'autres, trois ruptures paraissent plus significatives, bien que leur gravité varie selon les régions. Elles ne sont pas réductibles à des effets de détérioration dans le système. Elles caractérisent plutôt une transition entre quelque chose qui finit et quelque chose qui commence.

Institutions et initiatives

Les institutions publiques susceptibles d'être désignées comme « culturelles » en France (non seulement l'administration des musées ou des théâtres, etc., mais surtout l'Education nationale, l'ORTF, etc.) se sont amollies en grossissant. Incapables de maîtriser les forces qui s'y infiltrent et qui les contrôlent sans avoir à se déclarer, ces grands corps sont également inaptes à réguler ou seulement « aider » les initiatives qui pullulent au-dessous ou à côté et auxquelles, de temps à autre, des relations personnelles valent un gros lot. La science de l'action s'élabore dans des laboratoires, très loin de cette réalité-là !

En elles-mêmes, les institutions obéissent à un double jeu : si leur façade est celle d'organismes publics, le pouvoir qui les habite appartient à des groupes sociaux qui s'établissent en propriétaires de l'innovation, et à des trusts qui en monopolisent les moyens. Cette division interne a pour conséquence le développement marginal de « contre-cultures » [10] sur les bords de chaque structure (éducation,

10. Il faut distinguer *sub-culture* et *contre-culture* : le premier terme désigne la culture d'un sous-groupe, d'une minorité, etc. Le second renvoie au *jugement* qu'une majorité porte sur des subcultures et dont les sous-groupes entérinent souvent les implications. Sur la « contre-culture », cf. le classique qu'est Theodore Roszak, *Vers une contre-culture*, Stock, 1970.

presse, théâtre, etc.) : fourmillement sous l'herbe, vie multiforme de ce que la légende officielle appelle l'*underground*. Entre des organismes publics colonisés par des intérêts particuliers et ce renouveau des initiatives privées, comment une régulation serait-elle possible ?

Cette situation montre à la fois l'existence d'une créativité et la nature des institutions culturelles dans un pays traditionnellement attaché aux situations acquises [11]. L'innovation se fait bien jour, mais sur le mode d'irruptions aléatoires ou de retraits destinés à permettre des originalités. Les organismes publics demeurent en place, et même ils s'étendent ; mais ils sont pris au piège de leur victoire sur le changement, appauvris par l'exil ou la répression de toute opposition effective, et privés ainsi non de pouvoirs mais de pouvoirs qui leur soient propres.

11. Cf. Michel Crozier « Le phénomène bureaucratique comme phénomène culturel français », dans *Le Phénomène bureaucratique*, coll. « Points », Seuil, 1971, pp. 257-347.

Le rejet des initiatives vers la marginalisation atteste enfin un effacement de la *diversité*. Ce qui se perd de la sorte, ce qui est éliminé publiquement, c'est ce qui a toujours suscité et fertilisé jusqu'ici la vie culturelle et biologique des sociétés humaines : des différences qualitatives. Le conformisme triomphe avec le développement quantitatif détenu par les mêmes groupes. Son succès camoufle des oppositions internes ; il contraint l'hétérogène à ne resurgir que subrepticement. Une condition d'existence sociale semble donc manquer.

Culture et passivité

Installée dans les loisirs où elle figure la compensation du travail, massivement, la culture de consommation développe chez des spectateurs la passivité dont elle est déjà l'effet. Elle représente le secteur où s'accélère, plus vite que partout ailleurs dans la nation, le mouvement qui réduit le nombre des acteurs et multiplie celui des passifs.

Il semble que plus le temps *alloué* aux loisirs croît (et c'est un progrès), moins le loisir est *choisi*.

L'information surtout (presse, télévision, vidéo, etc.) réserve à un cercle de plus en plus étroit de producteurs la possession ou l'usage d'installations de plus en plus coûteuses. L'enseignement pratique la sélection sociale par la voie d'une hiérarchisation qui ordonne les niveaux intellectuels d'après les pouvoirs et les normes de groupes mieux placés [12]. Les finances des sports vont à la compétition plutôt qu'à l'éducation de masse. Malgré les intentions affichées, les maisons de la culture sont finalement au service de privilégiés culturels et sociaux...

12. Ainsi le supérieur crée des écarts de plus en plus grands entre grandes écoles, universités, instituts techniques. Sur l'enseignement universitaire, cf. Pierre Bourdieu et J.-C. Passeron, *La Reproduction*, Ed. de Minuit, 1970, ou M. de Certeau, « L'Université devant la culture de masse », dans *Projet*, juillet 1970, pp. 843-855.

Beaucoup de tentatives ou de réformes partielles ne parviennent pas à modifier la logique d'un système. Ce sont les choix budgétaires et les programmes de promotion qui favorisent en fait un malthusianisme de la création.

De cette situation qui combine la diminution des créateurs à la multiplication des consommateurs, une nouvelle partition du langage est le signe. Là où des groupes (professionnels, politiques, religieux, régionaux, etc.) organisaient hier leurs convictions en discours représentatifs d'investissements affectifs et de convictions collectives, la démystification des idéologies entraîne une redistribution des langages selon qu'ils sont ou non opératoires.

Un langage de la technique ou de la science, doté du pouvoir de transformer, est réservé à une élite. Il reste étranger à l'ensemble de la population, à laquelle il est présenté par la vulgarisation comme l'inaccessible [13]. Un autre langage, spéculaire, se contente d'exprimer et présente à une société entière un miroir destiné à tous et finalement vrai de personne ; il est décoratif.

13. C.P. Snow posait le problème dans « The Two Cultures and the Scientific Revolution », repris dans son livre *Public affairs*, Londres, Macmillan, 1971, pp. 13-79.

Ces deux régimes de la culture ne se différencient plus par des « valeurs », par des contenus, par leur « qualité » ou par des particularités de groupes. Ils se distinguent par leur rapport à l'action. C'est en ce point que la culture se divise et se réorganise — sa part la moins opératoire étant de loin la plus étendue.

Aussi bien la création est-elle ce que montre l'image, mais non pas ce qui est praticable. La communication, la violence et le rapport au pouvoir, l'amour et l'érotisme, enfin toutes les formes de l'intervention « humaine » remplissent la littérature de consommation, mais parce qu'elles manquent dans l'expérience pratique. Le langage donne en spectacle l'action que la société ne permet plus. Ce que le *sujet* perd lui est vendu en *objets* de consommation.

Production économique et communication

Dans son usage ancien, « commerce » désignait la fréquentation des personnes, plus que le trafic ou le négoce des choses. La réservation actuelle de ce mot à un emploi « commercial » peut être considérée comme l'indice de toute une évolution.

Les échanges se mesurent aujourd'hui à des relations économiques. Finalement, ils obéissent aux lois d'une société productiviste devenue capable de créer selon ses besoins propres un ensemble de biens à consommer (produits) et, chez les acheteurs éventuels, de « besoins » correspondants à satisfaire (publicité) [14]. La référence à des besoins naturels est, dans une société développée, le mythe protecteur de campagnes que détermine la logique du marché et qui ne rencontre ces « besoins » que sur le mode de résistances ou de limites.

14. Cf. la note récapitulative de Hubert Brochier, « Les Besoins humains », dans *Esprit*, décembre 1969, pp. 870-874.

Dès lors, les contenus culturels déterminés par ces échanges et véhiculés par les circuits de la presse, de la télévision ou d'autres organismes, quel sérieux ont-ils ? Ils ne disent plus les forces qui les organisent effectivement. Ils sont atteints d'une ambiguïté qui les voue à l'insignifiance [15]. S'y référer, c'est jouer à quoi ?

15. Aussi bien, l'analyse littéraire ne s'arrête plus guère aux contenus, mais à des problèmes formels d'organisation structurale.

A la limite, on peut tenir n'importe quel discours puisque le système qui sous-tend les énoncés les conduit où il veut. La liberté de parler peut être grande là où les paroles et les images flottent, sans déterminer les courants qui les emportent. Les idéologies conservatrices ou révolutionnaires, les personnages les plus divers, Marx, Freud, Astérix ou Madame Soleil, passent par les mêmes réseaux; ils y sont tous ressemblants et inoffensifs parce qu'également joués sur le même théâtre, où les échanges réels commencent derrière les décors.

Conséquence : les entreprises, les administrations, les puissances de l'information se mettent en quête de valeurs et cherchent à restaurer des relations humaines. Mais on ne peut rendre au langage un sérieux grâce à des « valeurs » fabriquées avec les restes du passé ou de la religion, grâce aux philosophies du pauvre qui causent de participation, ni même en exploitant les ressources de la psychosociologie pour renforcer le système en bouchant les béances de la relation. Réciproquement, la communication devient une obsession dans la pratique sociale. La presse et la radio trompent (ou satisfont comme elles peuvent) cette « foule solitaire » avec les magies célestes, les exotismes de l'amour facile ou les terreurs de la drogue. Ce qui s'étend, c'est le sentiment d'une fatalité. L'homme est parlé par le langage de déterminismes socio-économiques. Sa vie est une dictée.

A quoi servent des paroles devenues incroyables puisqu'elles n'ouvrent pas les portes closes et ne changent pas les choses ? Restent l'humour ou les énigmes. Paradoxalement, un renouveau des mythologies accompagne les progrès techniques de la production.

16. Certes, la stratification sociale, effacée par le discours homogène des mass media, joue par contre dans le tri des informations et dans la différenciation des interprétations (cf. Maurice Flamant, « Information et stratification sociale », dans *Analyse et prévision*, XIII, 1972, n° 1, pp. 1-18). Mais elle est alors *cachée* dans la réception des messages; elle est de moins en moins perceptible à la surface du langage, privée de repères objectifs.

Sera-t-il possible à des hommes de se créer des espaces d'énonciation qui leur soient propres ? Des critères d'action pourront-ils rejoindre la réalité des échanges économiques et les articuler eux-mêmes ? Sera-t-il possible de se situer quelque part comme différents par rapport à d'autres, alors que l'information et le conformisme social renforcent chaque jour leurs effets niveleurs [16] ?

UN CHAMP DE POSSIBILITÉS STRATÉGIQUES

Comment organiser une régulation des initiatives, réconcilier l'expression culturelle avec une activité constructive de société, allier la communication humaine à la production économique ? Ces quelques interrogations ne renvoient pas seulement à des faits repérables, mais à des divisions qui organisent la croissance du « culturel ».

Dans leur ensemble, d'ailleurs, elles décrivent les effets d'une situation générale dont l'isolement du « culturel » n'est qu'un symptôme. Dès là qu'elles sont établies en monde propre par rapport aux problèmes sociaux, économiques et politiques, les affaires culturelles font resurgir en chacun de leurs secteurs la coupure en fonction de quoi elles se développent : si l'on accepte cette autonomie fictive comme postulat de l'analyse, on accentuera la tendance du « culturel » à devenir l'alibi d'une politique et à former une grosseur inerte dans le corps social.

Après ce tableau qui avait pour objectif de saisir les déficits, il devient possible d'énoncer quelques options.

Pour résoudre les tensions constatables, pour promouvoir le développement culturel sans aggraver son isolement, une stratégie aura pour objectif de préciser des points qui permettent des interventions concrètes et pertinentes. Elle ne peut que s'appuyer sur des expériences en cours, seules capables d'ouvrir effectivement des possibilités, mais elle doit les combiner en un « champ » selon des critères qui fondent les décisions à prendre face à une prolifération de projets et d'initiatives.

Deux de ces points stratégiques me semblent particulièrement importants.

Les unités socio-culturelles en voie de formation

Quelques constatations. — L'aliénation est aujourd'hui liée à l'isolement du culturel. Les mouvements sociaux ont

précisément pour but et pour effet de briser le cercle du culturel et de dévoiler les pouvoirs établis qu'il cache. Ils explicitent ou restaurent les relations de situations culturelles (du travailleur, de la femme, des jeunes, des vacanciers, etc.) avec le mode des rapports sociaux entretenus par des systèmes économiques.

Autre constatation, les formes actuelles de conscientisation manifestent en même temps la transformation des organismes politiques ou syndicaux qui représentaient jusqu'ici les intérêts et les convictions de collectivités : ces organismes changent — soit que leur clientèle se fragmente et se reclasse partiellement ailleurs, — soit qu'ils deviennent des institutions de pouvoir travaillant de plus en plus à l'intérieur du système établi (c'est la tendance des syndicats [17]), et fournissent désormais des lieux d'attente, des repères qui rendent possible un autre type *d'expérience,* — soit que leur idéologie cesse d'être croyable, parce qu'elle n'exerce plus un rôle effectif dans la vie du pays (ainsi évoluent les programmes de partis).

17. Sur les structures syndicales et les représentations ouvrières, cf. Gérard Adam et Jacques Capdevielle, *L'Ouvrier français en* 1970, A. Colin, 1970, pp. 15-60.

Relatives à ce déplacement dans la géographie profonde du pays, les manifestations dites « sauvages » présentent un type de mouvement dont la forme est « culturelle », parce que leurs participants ne peuvent plus exprimer leurs requêtes dans les cadres socio-politiques traditionnels ; mais ce n'est pas faute d'une portée politique. Un nouveau découpage social, une autre conception du « politique », de nouveaux types de problèmes sont en jeu.

De même que l'économie « instrumentaliste » américaine est devenue soupçonneuse à l'égard des modèles théoriques et fait retour au « terre à terre » des questions telles qu'elles émergent de la pratique, on peut prendre ces manifestations « sauvages » comme un indice des mutations en cours, au moment où les conceptions globales cessent d'être adaptées.

Les manifestations « sauvages » : un symptôme. — L'action qui vise à consolider une culture « ouvrière » ne correspond plus aux volontés exprimées par les travailleurs eux-mêmes, soucieux d'une participation à la culture commune (ce « trésor entouré d'une couronne d'épines », disait l'un d'eux) et peu disposés à se laisser renfermer dans un univers propre [18]. S'en tenir à cet ancien programme, c'est geler le découpage qu'une oppression socio-économique a créé au XIX[e] siècle ; c'est contrarier une évolution ;

18. Paul Lazarsfeld notait déjà en 1965 le recul de la culture et de la conscience de classe chez les travailleurs, par l'effet de la culture de masse (dans *Communications*, « Les Intellectuels et la culture de masse », n° 5, 1965, pp. 11-12). En France, l'analyse de base est celle de René Kaës, *La Culture et son image chez les ouvriers français*, EPHE 1966, d'où est extraite la citation.

ce peut être aussi servir des idéologies ou des institutions établies.

Mais on voit naître des associations qui n'obéissent plus aux mêmes clivages. Elles réunissent les usagers de bus ou de parcs d'enfants, les habitants d'une ville polluée par le maintien d'usines, les vacanciers exploités sur les plages, etc. Elles présentent quelques traits caractéristiques :

— un *nouveau découpage social* y paraît, qui correspond aux rapports actuels entre le pouvoir de la décision et la loi de la consommation, plutôt qu'à des coupures traditionnelles entre ouvriers et bourgeois, entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, etc.

— ces groupes se forment et s'identifient grâce à la possibilité retrouvée de *se situer quelque part,* dans un rapport à d'autres forces. Un conflit est explicité à l'intérieur du système qui l'effaçait. Du fait de se distinguer d'autres positions, les membres deviennent capables de communiquer entre eux et d'analyser une situation concrète.

— le terrain sur lequel se produisent des liens nouveaux entre l'économique (la situation des consommateurs) et le politique (la distribution des pouvoirs) est défini *en termes « culturels »* (communication, loisirs, habitat, etc.). Des questions neuves dans la société trouvent une représentation.

— on ne peut dissocier ici l'acte de comprendre l'environnement et la volonté de le changer. La « culture » en reçoit une définition : il n'est possible de dire le sens d'une situation qu'en fonction d'*une action entreprise* pour la transformer. Une production sociale est la condition d'une production culturelle.

Des moyens à la disposition d'expérimentations sociales. — Avec ce cas particulier, apparaît donc un type d'action culturelle qui est pertinent par rapport à des questions d'ensemble. Certes, il s'agit d'un phénomène instable et souvent éphémère, car il traverse les institutions existantes au lieu de pouvoir s'appuyer sur elles. Il est le symptôme et l'expérimentation d'une mouvance dans la géographie sociale, et non la prophétie d'une solution ou l'exemple à reproduire. Mais un langage propre s'arrache à l'universel abstrait de « la culture ». Et pourquoi, sinon parce qu'il s'affronte à des pouvoirs et qu'il vise des transformations ? Il manifeste des limites — les siennes et celles d'autres groupes. Il prend corps dans une action.

A ce type d'intervention culturelle, correspondent aujourd'hui des mouvements plus vastes, moins faciles

à circonscrire. Du moins est-il possible de désigner d'où ils émergent. Entre eux incohérents, ils ont pour style commun d'indiquer un déplacement des équilibres acquis : des formations de femmes, de jeunes ou de consommateurs, des groupements locaux (régionalistes, ruraux, urbains, etc.) présentent les caractères signalés plus haut. Ils échappent aux déterminations traditionnelles. Ces unités esquissent des milieux d'élaboration culturelle.

C'est l'une des tâches des services publics que d'en soutenir le développement. On peut utiliser, par exemple, les méthodes du *Job enrichment* pratiquées d'abord dans certaines entreprises américaines et destinées à multiplier les délégations du pouvoir et à distribuer plus largement des responsabilités [19]. Mieux encore, on peut mettre à la disposition de groupes qui se constituent eux-mêmes les moyens techniques facilitant des expérimentations sociales — et non pas seulement culturelles.

19. Ces méthodes se fondent sur les travaux de F. Herzberg, *Work and the Nature of man*, Staples Press.

Les articulations institutionnelles

L'impossible maintien du découpage établi. — L'expérience l'a montré, les réformes introduites dans des institutions ébranlées par le changement (par exemple, l'université) ne donnent lieu, le plus souvent, qu'à des échecs et à une aggravation des difficultés. D'une part, elles supposent en ces institutions un sol porteur, alors qu'il est en partie devenu le décor d'autres pouvoirs ; elles jouent donc sur des fictions. D'autre part, elles pensent pouvoir injecter, dans certains secteurs particuliers où le mal est plus visible, des thérapeutiques sociales différentes de la politique appliquée dans l'ensemble du pays, alors que, à l'évidence, la centralisation caractéristique des sociétés contemporaines « récupère » ces aberrances locales, les fait rentrer dans le système général, mais en entraînant, avec le pourrissement de ces réformes particulières, le discrédit de l'idée même d'une réforme fondamentale. Enfin, elles réveillent des résistances et suscitent des réactions violentes, parce qu'elles mettent en cause, avec la partie visible d'une unité institutionnelle, des enracinements complexes et jamais parfaitement mesurables. Il s'agit donc là de mesures dont telle ou telle politique peut momentanément tirer profit, mais insuffisantes et parfois redoutables à longue durée.

Adjonctions institutionnelles. — D'une façon générale, il est devenu impossible de circonscrire les mutations nécessaires dans le cadre des organisations traditionnelles. Aussi en a-t-on conclu à l'opportunité de ministères ou d'organismes découpés d'après le patron qu'offrait la manifestation de questions de plus en plus importantes : la culture, l'environnement, etc. Ce principe de l'*adjonction* a commandé aussi la création de commissions ou d'institutions à des niveaux moins élevés. On ne s'en tient donc pas aux unités existantes. On en ajoute d'autres. On procède à des compléments institutionnels.

Ici aussi l'expérience est instructive. Ces excroissances administratives sont dangereusement liées aux symptômes, plutôt qu'à la réalité des problèmes qu'elles doivent traiter. Deux types de difficulté s'y font jour. D'une part, l'analyse des premiers dossiers révèle l'ampleur des problèmes, leur interférence avec les domaines réservés depuis longtemps à d'autres pouvoirs, l'extension indéfinie des champs alloués, etc., de sorte que, pour éviter un évanouissement dans l'universel, les décisions pratiques se portent du côté de l'immédiat. Mais le plus accessible est souvent le plus dérisoire. L'activité se partage alors en deux versants également disproportionnés : des considérations trop larges et des mesures trop courtes.

D'autre part, les administrations anciennes, solidement implantées et pourvues, règlent sur leurs secteurs les problèmes qui dépendent encore d'elles et qui pourtant concernent le plus la culture ou l'environnement : les communications, l'urbanisme, l'enseignement, la télévision, etc. Que reste-t-il aux organismes subsidiaires ? La fatalité d'arriver trop tard ou sans force, et le rôle de réunir les nostalgies d'une politique, les satisfactions théâtrales données au public et les utopies inefficaces élaborées par de bonnes volontés.

Un travail sur les limites. — Cependant ces mesures ouvrent des voies et marquent la nécessité de reconnaissances officielles faute desquelles des intérêts communs seront éliminés, privés de représentations et de pouvoirs. Mais, au niveau des institutions, l'action la plus urgente pour les adapter consiste à intervenir sur leurs frontières. Elle se fixe sur les points où il est possible d'atteindre la division même des secteurs, et donc les principes de leur organisation comme leurs contenus particuliers. C'est un *travail sur les limites.*

Les actions seront d'autant plus efficaces qu'elles éviteront davantage l'exemplarité, car l'exception, fut-elle contestatrice, rentre bientôt, par la voie de la vedettisation, dans le système de la consommation commerciale ou d'une exploitation politique ; elle est prise dans un légendaire qui la désamorce. Il s'agit, au contraire, de créer, sur des points précis, des croisements susceptibles de faire apparaître dans les institutions leurs limites de flexibilité, les combinaisons possibles et, à partir de *mixtes,* quelques types de structuration propres à une nouvelle société. Le but premier n'est donc pas de satisfaire des « besoins » (ambition illusoire et fondée elle-même sur la fiction de besoins stables), mais, ici aussi, de constituer, par des interventions contrôlées, des laboratoires d'expérimentation sociale.

Opérations de connexion. — A titre indicatif, on peut distinguer parmi ces actions celles qui connectent des institutions cloisonnées (comme le fait la formation permanente), celles qui s'effectuent sur des systèmes de relations déjà existants (essentiellement, la ville), celles qui accélèrent les interférences entre structures sociales et modèles culturels (par exemple, dans l'enseignement, la médecine, les entreprises, etc.).

• Du « mixte institutionnel », l'*Open University* anglaise est un exemple : la diffusion des produits est assurée par la conjugaison de la télévision, de l'imprimé et de la correspondance privée; elle se combine à des structures de réception qui permettent à des enseignants ou « tuteurs » (*tutors*) de mesurer l'activité suscitée par l'information distribuée, et à des « étudiants » d'établir localement des relations personnelles avec des « conseillers » (*counsellors*) [20]. Comme il est normal, cet ensemble fait apparaître des problèmes structuraux : ainsi, la faible proportion des travailleurs inscrits comme étudiants s'explique en partie par le contenu trop encyclopédique et abstrait de l'enseignement, et celui-ci par les contraintes qu'exerce le système de référence universitaire ambiant. Ou bien l'exemplarité, le rôle politique et la célébrité de l'expérience provoquent un processus de marginalisation ou, en vue de l'éviter, une réaction prudentielle des responsables. Mais l'intérêt même de l'opération consiste à manifester la nature des décisions politiques à prendre et à leur présenter des possibilités réelles.

• Système de relations plutôt que lieu univoque, *la ville* requiert une connexion d'espaces différenciés entre eux (parce que définis chacun par les sociétés qui l'habitent) et pourtant superposés (aux systèmes qui se croisent « en treillis » [21], s'ajoutent les problèmes de sédimentation historique [22]). A l'homogénéité abstraite d'une rationalité unique, des expériences tendent à substituer une structure de « pluralité » où, par exemple, l'habitat d'une minorité ne fasse plus figure d'abcès, mais soit reconnu comme un mode spatial d'exister parmi d'autres, sans

20. Cf. *The Open University of the United Kingdom and its instructional System*, polyc., Unesco 1970; *The Open University*, Prospectus 1971 : etc.

21. On trouve chez Christopher Alexander une formalisation de la ville comme « semi-treillis » (dans *De la synthèse de la Forme*, Dunod, 1971, ou dans « Une ville n'est pas un arbre », dans *Architecture*, 1967).

22. Cf. les études de Françoise Choay et de Manuel Castells, dans *Annales E.S.C.*, t. 25, 1970, pp. 1143-1199.

être pour autant isolé. Si l'on accepte de penser et de traiter la ville non pas comme un langage univoque, mais comme une multiplicité de systèmes échappant aux seuls impératifs d'une administration centrale, irréductibles à une formule globale, impossibles à isoler de l'habitat rural, comportant des organisations économiques, mais aussi des systèmes de « regard » [23] ou des combinaisons d'itinéraires qui sont des pratiques urbaines, on expérimentera un nouveau type de société.

23. Cf. le livre initiateur de K. Lynch, *The image of the City*, Harvard University Press, 1960.

• Enfin, les centres spécialisés dans la dynamique de groupe, la psychosociologie industrielle ou le « management », permettent d'accélérer les *interférences entre la culture et le métier*.

Par exemple, les entreprises mettent en circulation des modèles culturels avec la prise en compte des motivations, l'utilisation des ambiances, l'élaboration de la direction participative, la diffusion de valeurs propres, etc. De même, l'analyse des mutations qui s'opèrent dans les figures socio-professionnelles d'une société (celles du « militant », du médecin généraliste, du militaire, du psychologue, etc.) les précipite. Les blocages de certains organismes (universitaires en particulier) révèlent des résistances à proprement parler idéologiques qui se rattachent aux étapes antérieures de l'institution, etc.

POLITIQUE ET CULTURE

Une condition de possibilité : le pouvoir politique

Il faut aller au-delà des questions techniques envisagées jusqu'ici, et des opérations permettant de les traiter sans céder aux séductions de l'idéologie qui réapparaît aujourd'hui vêtue en culture. Le problème plus général des relations entre des actions culturelles et des choix politiques ne saurait être escamoté.

Chaque analyse particulière, après avoir parcouru des données, pesé des possibilités, proposé des objectifs, entre dans l'ombre portée des pouvoirs qu'elle met en cause ; elle risque d'être arrêtée là, faute de moyens pour aborder la falaise qu'elle rencontre. Ainsi se trouverait éliminé par chacune de ces études le problème qu'elles posent toutes. Le travail deviendrait un jeu de société si on le stoppait toujours au moment où il débouche sur l'obstacle qui ferme le passage vers des révisions sociales effectives. Ce serait accepter en principe le filtrage que les pouvoirs établis opèrent dans tout projet et qui ne peut qu'assurer leur maintien. Ou bien faut-il s'en tenir à des vœux révolutionnaires, littérature aussi traditionnelle qu'inoffensive ?

Il est clair que l'histoire ne se fait pas avec des papiers. A eux seuls, quoi qu'ils disent, ils ne changent rien. Du moins, s'ils restent un instrument de communication sociale, peuvent-ils tenir en évidence et mettre

en commun les responsabilités politiques de citoyens, alors que trop de discours culturels voudraient nous faire croire à l'autonomie des « valeurs » qu'avec plus de moyens que jamais, les pouvoirs diffusent et reproduisent.

Il est clair aussi que l'on n'a pas tout dit de la culture, lorsqu'on a mis à jour son actuelle connexion avec le maintien de castes et de trusts. A strictement parler, on n'a encore rien dit de sa nature. Du moins son fonctionnement est-il clarifié et, plus encore, la condition de possibilité de tout changement. Depuis les Droits de l'Homme jusqu'aux congés payés, il n'y a jamais eu d'innovation culturelle sans conflits sociaux et sans victoires politiques.

Certains iraient plus loin. Ils penseraient que les actions culturelles sont réductibles à leurs implications et à leur rentabilité sociopolitiques et, par exemple, qu'une fête est peu de chose si elle est utilisée par un gouvernement réactionnaire, ou qu'une manifestation est inutile si elle ne s'inscrit pas dans une lutte sociale. Vue trop courte. Il y a dans une fête comme dans une création artistique quelque chose qui n'est pas un moyen, mais se suffit à soi-même : la découverte de possibilités, l'invention de rencontres, l'expérience de ces départs « ailleurs », faute desquels l'air n'est pas respirable et le sérieux n'est qu'ennui dans une société. Qu'est-ce que saisit de *cela* une récupération politique, si habile ou réussie qu'elle soit ?

Mais, en tant que la fête est soumise à des exclusives qui excommunient des participants, éliminent des formes différentes ou lui retirent des relations de symbiose avec la vie quotidienne, la question politique est réintroduite. Elle apparaît avec ces limites répressives que chaque mouvement social outrepasse en constituant des écarts. La politique n'assure pas le bonheur ou ne donne pas le sens des choses. Elle crée ou elle refuse des conditions de possibilités. Elle *interdit* ou elle *permet* : elle rend possible ou impossible. C'est sous ce biais qu'elle se présente ici, en tant que l'action culturelle se heurte aux interdits posés en silence par des pouvoirs.

Le rapport aux pouvoirs

A l'égal de ce qu'était hier le folklore ou la culture populaire [24], la « culture de masse » reste affectée du

24. Cf. M. de Certeau, D. Julia, J. Revel, « La Beauté du mort : le concept de culture populaire », dans *Politique aujourd'hui*, novembre 1970, pp. 3-23.

coefficient social qui la distingue d'une culture opérationnelle, toujours réservée. Mais, on l'a vu, la coupure s'est aggravée. La culture de masse n'a plus une fonction colonisatrice (au bon et au mauvais sens du mot : civilisatrice et conquérante), comme ce fut le cas pendant près de deux siècles pour l'éducation qui diffusait, en les vulgarisant, les conceptions d'une élite. Elle est devenue un objet rentable et malléable selon les besoins de la production, plutôt qu'une arme de combat.

Le rapport aux pouvoirs change donc [25]. Ils se servent de la culture, sans s'y compromettre. Ils sont ailleurs. Ils ne sont plus engagés par les discours qu'ils fabriquent. Des trusts puissants diffusent tout « bien culturel » qui se vend ou assure la vente d'autres biens. Ils restent les propriétaires des émissions télévisées fabriquées chez eux et diffusées par l'ORTF. Ils contrôlent les réseaux de presse et déjà de vidéo. Ils financent des centres de recherche scientifique intra ou extra universitaires qui travaillent pour leurs objectifs. Ils placent leurs produits selon des exigences qui ne sont plus celles du large public simultanément devenu capable de les acheter et incapable d'en tirer parti [26]. En somme, les produits culturels servent à la classe de ceux qui les créent, et sont payés par la masse de ceux qui n'en profitent guère.

Réciproquement, c'est l'appartenance aux groupes producteurs qui procure l'accès à des responsabilités.

Pour obtenir un poste, on gagne peu à faire de l'informatique si ce n'est pas dans les services d'une grande entreprise (I.B.M., etc.) ou de l'armée. Apprendre l'économie à l'université n'ouvre pas ou que peu de débouchés; par contre, il y a une voie royale, celle d'appartenir à l'une de ces Écoles qu'entoure un réseau quasi familial d'« anciens », membres de castes financières, industrielles, ou politiques. A d'autres niveaux, il en va de même.

Pour des raisons sociales, une compétence ou une formation culturelle n'est plus la voie qui conduit aux responsabilités — contrairement à ce que demanderait une rationalité économique —, mais le champ qu'un groupe exploite ou détermine. Il faut donc passer par les dédales de protectorats ou de monopoles. Il faut cesser de prendre pour un moyen de promotion la culture dont ces groupes ont fait le théâtre de leur expansion.

Cancer des pouvoirs, donc, mais « un cancer qui se porte bien ». Ils s'organisent indépendamment du corps d'où ils tirent leurs forces et auquel ils ne profitent pas. Ils prolifèrent en marge du fonctionnement visible de la société. Ils

25. André Regnier a esquissé une analyse des cinq « couches dirigeantes » qui exercent le pouvoir économico-politique en s'appuyant réciproquement : « Les surprises de l'idéologie. Lutte des classes et technocratie », dans *L'Homme et la Société*, n° 20, 1971, pp. 157-162.

26. Une large clientèle achète des livres de poche ou continue à régler les traites d'encyclopédies ou de cours par correspondance, sans pouvoir les lire ou les suivre, faute de structure de soutien, d'initiation progressive et de rencontres.

pompent subrepticement les richesses investies dans les différents secteurs de la culture — depuis l'ORTF jusqu'aux innombrables institutions de recyclage scolaire ou psychologique.

Une politisation nécessaire

Par rapport à ces puissances cachées dans le corps social, la parole n'est, le plus souvent, qu'un phénomène épidermique. Tout comme sur le théâtre politique, les déclarations ne correspondent guère à ce qui se fait. L'éventail des manifestations quotidiennes fournies chaque jour au public semble montrer que l'énergie des paroles croît là où diminue leur pouvoir. Aussi bien, toute nécessaire qu'elle soit, la réintroduction des problèmes politiques dans l'expression littéraire instaure le signe d'une urgence, mais, de soi, même si le scandale ou la censure lui vaut quelque succès, elle reste impuissante.

Chacun des mouvements qui ont tenté de répondre par une « conscientisation » collective à des situations voisines, tel celui de Paulo Freire au Brésil [27], s'est heurté au même problème. A partir du moment où, par son travail, une action commence à modifier l'équilibre des forces, elle est stoppée par la répression qu'organisent les pouvoirs établis. Contrairement aux espoirs « populistes » d'organismes strictement culturels, elle est renvoyée à des affrontements politiques inévitables. A partir d'un seuil, qui peut être longtemps ignoré ou soigneusement évité, la promotion culturelle manifeste sa relation nécessaire avec les options d'une société sur elle-même et avec les forces inégales dont chaque classe dispose pour faire prévaloir ses choix.

Dans les sociétés dites développées, on n'attend pas que le conflit apparaisse. On le prévient. Chaque création culturelle susceptible de provoquer un déplacement des positions acquises semble produire son contre-poison.

Ainsi, les Maisons de la culture, capables, en principe, de devenir des lieux de conscientisation urbaine, ont été déportées vers des succès théâtraux, terrain sur lequel se retrouvaient des experts, les responsables (choisis parmi des hommes de théâtre) et un public « cultivé ». Les Maisons de la jeunesse, une fois leur construction portée au compte d'une politique, deviennent le moyen de renfermer une population jeune jugée dangereuse. En Belgique, les institutions de formation permanente, destinées en principe aux travailleurs, sont en fait utilisées surtout par des enseignants et par la clientèle habituelle des organismes universitaires, de sorte que le recrutement répète les structures traditionnelles... Les exemples seraient innombrables.

27. Cf. Michel Schooyans, « Une maïeutique libératrice : la méthode de Paulo Freire », dans *Cultures et développement*, II, n° 2, 1969-1970, pp. 435-451; et A. Silva, « La pédagogie de Paulo Freire », *Etudes*, décembre 1970, pp. 656-672.

Un système se révèle ainsi. Il ramène au problème posé dès le départ à propos de la « politique culturelle ». L'expression camoufle la cohérence qui lie une culture dépolitisée à une politique déculturée. La première est utilisée, et à d'autres fins que celles dont elle parle. La politique réellement pratiquée s'est soustraite au langage (parlementaire, idéologique, culturel) ; elle a pour discours officiel la répétition de généralités sur le bonheur national et sur la société nouvelle, mais ses vrais principes sont insaisissables, cachés dans la logique anonyme d'un fonctionnement productiviste et technocratique.

Ce partage entre l'explicité (identifiable à l'impuissant) et les pouvoirs (devenus l'invisible) ouvre finalement des questions plus politiques que culturelles :

— L'appropriation de la culture opératoire sera-t-elle toujours décidée selon les règles établies par des groupes propriétaires du pouvoir ? Quel changement structurel de la société permettra une culture qui ne soit pas divisée en passive et active selon des appartenances sociales, ni étrangère à la formation professionnelle comme aux systèmes productifs ?

— Les groupes qui sortent de la passivité culturelle parviendront-ils à créer des forces politiques ? A modifier la géographie des formations existantes ? Ou bien, au-delà d'un seuil de croissance, devront-ils périr parce qu'intolérables au système présent ?

— Comment éviter que la créativité nécessaire à une société s'amenuise sous la forme de « loisirs » éloignés des pouvoirs qui les déterminent, ou sous la forme de marginalismes exclus de l'organisation active du pays ?



En somme, il n'y a pas de « politique culturelle » sans que des situations socio-culturelles puissent se manifester en termes de forces en présence et d'oppositions reconnues. Il s'agit de savoir si les membres d'une société, aujourd'hui noyés dans l'anonymat de discours qui ne sont plus les leurs, et soumis à des monopoles dont le contrôle leur échappe, trouveront, avec le pouvoir de se situer quelque part dans un jeu de forces avouées, la capacité de s'exprimer.

Michel de CERTEAU

ÉTVDES

1972
mars

La presse underground

Pour une politique de la culture

Reconsidérer l'O.N.U.

Grandes élections en Italie

Des sacrements pour les jeunes

MARS 1972

ÉTVDES

Perspectives sur le monde

GENEVIÈVE BIBES 323 L'élection du Président de la République en Italie

MARIE-CLAUDE SMOUTS 345 Les Nations Unies remises en question

Culture et modernité

PAUL VALADIER 361 Modernité et critiques de la modernité

JEAN-CLAUDE DIETSCH 377 Aujourd'hui, une « autre » presse ?

MICHEL DE CERTEAU 389 La culture dans la société

Art, formes et signes

ANDRÉ BLANCHET 409 *Propos en marge*. La vocation de Vincent Van Gogh

JEAN BASTAIRE 415 Alain-Fournier, émule de Rimbaud

JEAN COLLET ET JEAN-CLAUDE DIETSCH 429 Choix de films

La vie de l'Église

JOSEPH MOINGT 437 L'initiation chrétienne des jeunes — Pour une rénovation de la pastorale sacramentaire

455 Notes bibliographiques : *Le suicide* (Louis Christiaens) — *Pie XII devant l'histoire* (Paul Mercier)

460 Revue des livres

15, R. MONSIEUR, PARIS 7e - TÉL. 734.74.77 - LE N° 6 F